

*Article 21 du Règlement*

Étant donné que le gouvernement subventionne l'industrie aéronautique, celle-ci sera toujours remise en question par le public. Le Canada ne diffère pas en cela des autres pays. Mais pour que notre marché prenne de l'expansion, il faut encourager les possibilités de commercialisation de nos produits aérospatiaux au lieu de les compromettre par des critiques désobligeantes. Le rédacteur en chef de la revue *Aviation Week and Space Technology* affirmait dans un éditorial que notre industrie aérospatiale a mieux servi les intérêts du Canada que ses détracteurs veulent bien l'admettre. Nous devrions examiner les deux aspects de la question au lieu de prendre l'habitude de dénigrer l'aérospatiale, ce qui nous priverait des avantages économiques et techniques que ce secteur nous a procurés.

\* \* \*

**LES PORTS**

## LES EXPÉDITIONS DE GRAIN PAR LE PORT DE CHURCHILL

**M. Rod Murphy (Churchill):** Madame le Président, je voudrais faire une déclaration au nom du Nouveau parti démocratique, le seul parti à la Chambre qui ne cesse de soutenir le port de Churchill. Le sénateur Argue a récemment offert de lui donner 50 millions de dollars si le Conseil consultatif de la Commission canadienne du blé s'engageait à expédier par le port de Churchill 700,000 tonnes de grain vers les marchés d'exportation. Cependant, le gouvernement libéral a pris un certain nombre de mesures qui font du tort à ce port.

Il a cessé ses ventes de grain à la Pologne, l'un de nos principaux clients desservis par le port de Churchill, en invoquant des arguments pour le moins douteux. Il fait d'abord valoir que la Pologne est peu solvable, alors que nous continuons à faire affaire avec des pays plus lourdement endettés. Deuxièmement, la Pologne aurait violé les droits de la personne, mais cela ne nous empêche pas de continuer à vendre du grain au Chili et au Brésil. Troisièmement, nous voulons punir l'URSS, alors que les États-Unis, qui ont poussé notre gouvernement à décréter un embargo sur les exportations vers la Pologne, ont vendu récemment 22,000 tonnes de blé à ce pays.

Le gouvernement a également omis de rénover le chemin de fer et les installations portuaires du port de Churchill. Le gouvernement libéral a également refusé d'y envoyer des brise-glaces de façon à rallonger la saison de navigation.

Néanmoins, ce qui inquiète le plus les habitants de l'Ouest, ce sont les changements que l'on propose d'apporter au tarif du Nid-de-Corbeau et qui sonneront le glas du port de Churchill. Une fois les taux variables en vigueur, ce port ne verra plus passer le moindre boisseau de grain. Comment le sénateur Argue peut-il demander...

**Mme le Président:** A l'ordre!

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**

## L'ACCROISSEMENT DES FRAIS ENGAGÉS DANS L'EXPLOITATION AGRICOLE

**M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills):** Madame le Président, le Canada est un des rares pays qui exportent des denrées et la production alimentaire doit donc doubler sur les terres arables disponibles afin de pouvoir nourrir une population mondiale qui devrait s'élever à environ sept milliards en

l'an 2000. Nous avons les connaissances technologiques voulues pour doubler notre production alimentaire en réduisant les jachères d'été et en appliquant des engrais et des pesticides. Toutefois, pour y parvenir, les agriculteurs devront utiliser trois fois plus d'énergie. Comme le prix du pétrole et du gaz ne cesse d'augmenter, les frais engagés dans l'exploitation agricole s'accroissent en conséquence.

Les récentes majorations du prix des produits pétroliers coûteront à nos agriculteurs plus de 70 millions de dollars par an. La hausse du prix du gaz naturel en février dernier fera monter directement le prix des engrais dans les Prairies d'environ 12 millions par an. Le prix des pesticides et d'autres produits chimiques à base de gaz naturel est également à la hausse.

La taxe fédérale sur le carburant utilisé à la ferme représente 44 p. 100 du prix du carburant que les agriculteurs doivent acquitter. Le parti progressiste-conservateur a souligné la nécessité d'éliminer les taxes sur le carburant utilisé dans la production alimentaire. Toutefois, le gouvernement continue à se montrer insensible au sort des agriculteurs déjà durement frappés par le faible prix de vente de leurs denrées et les taux d'intérêt élevés.

• (1410)

Si le gouvernement s'entête à appliquer sa politique irréfléchie au sujet du coût de l'énergie dans le domaine agricole, nos générations futures devront peut-être affronter une grave famine.

\* \* \*

**LES PARTIS POLITIQUES**

## LA RÉACTION D'UN CANDIDAT À LA DIRECTION DU PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR À UNE NOUVELLE DIFFUSÉE PAR RADIO-CANADA

**M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Madame le Président, il est intéressant de remarquer la réaction de M. Brian Mulroney à une nouvelle diffusée par Radio-Canada et selon laquelle son organisation s'efforcerait de rallier les non-partisans de M. Clark. Cette information aurait tellement irrité M. Mulroney qu'il songerait à poursuivre aussi bien Radio-Canada que Michael Duffy, le correspondant parlementaire très respecté du réseau anglais de Radio-Canada.

Pareille hypersensibilité de la part de M. Mulroney ne peut s'expliquer que par son manque d'expérience politique. Si M. Mulroney avait été un candidat heureux en 1979, en 1980 ou à l'une ou l'autre des élections partielles qui ont eu lieu depuis les dernières élections générales, il serait depuis longtemps immunisé contre ces petites flèches dont nous, qui avons effectivement fait le plongeon, sommes régulièrement la cible.

Si c'est ainsi que M. Mulroney réagit aux observations innocentes et impartiales de Mike Duffy, j'ai bien peur qu'il ait des attaques d'apoplexie lorsque les Allan Fotheringham s'en prendront à lui. Ceux qui, de ce côté-ci de la Chambre, aimeraient le voir participer à des élections le prient de rester calme et de persévérer dans sa campagne préparatoire au congrès afin que cette crise de médiaphobie ne s'avère pas la grande erreur de 1983.